

Notre-Dame-des-Landes : l'impuissance de l'Etat



Au total, l'État dispose de 109 escadrons de gendarmerie mobile comportant chacun 110 personnels, officiers compris. D'après les spécialistes il faudrait 30 à 40 escadrons de gendarmerie mobile plus un certain nombre de blindés pour évacuer la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

Compte tenu des personnels tournants affectés dans les DOM TOM et dans les départements hors métropole, des indisponibilités, des manquants, des mutés, on peut considérer que ce serait à peu près la moitié des effectifs disponibles sur le territoire métropolitain qui serait mobilisée pour cette opération.

Ce seraient donc 4.000 hommes qu'il faudrait engager pour déloger 200 zadistes permanents ; sans doute très rapidement renforcés par quelques centaines (voire milliers) d'activistes ultra violents venus de toute la France et de plusieurs pays

européens. La mobilisation des activistes de l'ultra gauche est déjà lancée, ils se tiennent prêts.

Déjà en 2012, le sénateur Jean GERMAIN alertait le gouvernement sur le sous-effectif des escadrons de gendarmerie mobile.

Depuis la situation n'a cessé de se dégrader, les effectifs sont gravement entamés et le « démoral » règne dans la troupe. Un récent rapport de la Cour des comptes alertait encore le gouvernement sur cette situation de tension dangereuse au plan sécuritaire.

La moitié des effectifs de gendarmerie mobile engagée sur une seule opération, cela veut dire qu'il faudrait dégarnir d'autant par ailleurs et que des trous béants apparaîtraient dans le dispositif métropolitain... Bref, que le pays se trouverait momentanément dans une situation de très grande vulnérabilité. Ceci est inenvisageable car beaucoup trop risqué dans le contexte global de tension que connaît le pays.

Par ailleurs, tout laisse à penser que compte tenu de l'extrême violence des furieux qui occupent la ZAD et de leur jusqu'au boutisme, l'opération durerait plusieurs jours sous le regard des médias du monde entier et qu'elle se solderait très probablement par de nombreux blessés dans les deux camps, et très probablement par des morts. Le précédent de Sivens et de la mort de l'antifa Rémi FRAISSE sont dans tous les esprits et donc, le risque final d'une nouvelle reculade après avoir engagé le processus répressif est inenvisageable pour le pouvoir. Le risque que l'État fasse une nouvelle fois l'étalage de son impuissance est inenvisageable car il créerait un précédent irréparable et donnerait le signal de la totale inefficacité de l'appareil sécuritaire du pays. Par conséquent, il ne sera pas pris. Il n'y aura probablement pas de décision d'évacuation de la ZAD.

L'issue la plus probable

Dans ce contexte, et face à un tel risque, il y a tout lieu de penser que personne ne se hasarderait à donner l'ordre d'évacuation ; d'autant que tout indique que la création du nouvel aéroport sera abandonnée. Par conséquent, une sortie transactionnelle "par le haut" sera privilégiée. Une commission sera mise en place, une consultation des associations aura lieu ainsi que des médiations tout azimut, des voix s'exprimeront, la presse diffusera massivement des éléments de langage et un habillage destiné à endormir l'opinion. Tout cela se soldera par un accommodement politiquement présentable qui soulagera tout le monde, l'opinion publique en première.

Les zadistes seront achetés un à un, des solutions seront trouvées pour que la ZAD devienne une « expérience sociale », un « laboratoire écologique », une « vitrine de la nouvelle société libérale libertaire » et des fonds viendront abonder un processus de légalisation des occupations illégales. L'état mettra tous les moyens nécessaires pour cautériser la plaie. Un point fort de fixation de l'ultra-gauche s'établira dans la durée sur le site avec le soutien bienveillant de l'État, de la presse et de tout le système.

Pourtant comme le relève la presse main-stream, « L'immense majorité des élus se sont accordés à réclamer une expulsion de la Zad, même si certains, comme le député LREM Matthieu Orphelin, suggèrent de ne pas mener d'évacuation violente et de lancer un projet d'agriculture durable et de biodiversité qui évoque l'expérience du Larzac ».

Quelles projections sur la situation globale du pays au plan sécuritaire

Ceci est à mettre en perspective avec les 16.000 fichés "S" pour radicalisation islamiste, avec les 750 zones sensibles recensées par le gouvernement et avec les 6 ou 7 millions d'habitants en refus total d'intégration qui les peuplent. 200 zadistes renforcés de quelques centaines d'ultra violents

assèment la démonstration de l'impuissance totale du pouvoir. Si l'État est incapable de rétablir l'ordre face à quelques centaines de trublions, que fera-t-il quand ils seront des milliers, voire des millions à entrer en rébellion violente ? Le message est très clair et il sera très bien compris par les islamistes radicaux qui prolifèrent et structurent politiquement et militairement les masses musulmanes refusant l'intégration sur notre sol.

À Notre-Dame-des-Landes, les Islamo-gauchistes ultra violents sont en train de répéter à l'échelle de ce « laboratoire » ce qu'ils envisagent de déployer grandeur nature en cornaquant les masses musulmanes qu'ils poussent contre le peuple de France. La collusion entre l'islamo gauchisme et l'islamisme de combat, essentiellement structuré par les frères musulmans, est établie, le processus se coordonne, il se développe, les étapes se franchissent une à une sans que rien ne vienne s'y opposer.

Notre-Dame-des-Landes sera la preuve de l'impuissance du pouvoir. Cela constituera un signal pour que, le moment venu, se développent de plus grands affrontements, cette fois-ci généralisés et dispersés sur tout le territoire. Ni l'armée en capilotade et volontairement éloignée du territoire ni les forces de police et de gendarmerie n'y pourront rien dans le cadre de la doctrine d'emploi républicaine.

En l'état, le maintien de l'ordre républicain ne peut plus se faire avec les moyens républicains c'est à dire par l'emploi d'une violence légale mesurée, sans morts ni blessés. Désormais, face à la radicalisation violente, seul l'emploi de la violence légale armée permettrait de rétablir l'ordre ; ce qu'aucun politique républicain ne semble prêt à assumer. Il y a fort à craindre que le statu quo ne perdure jusqu'au dénouement final.

Les troubles se développeront alors autour et dans les grandes villes. Les citoyens de celles-ci se trouveront aux premières

loges. Ceux de la France périphérique seront, on l'espère, à distance. Ils doivent d'ores et déjà se préparer à cette éventualité dont rien ne vient entraver ni les préparatifs ni l'échéance.

Graduellement l'affrontement se durcit, nous en étions jusqu'ici à la phase de relative « basse intensité ». N'en doutons pas, la démonstration de l'impuissance du pouvoir à Notre Dame des Landes nous fera entrer dans des phases d'intensité croissante.

Richard Roudier